OÙ DANS LE MONDE SE TROUVE LE CANADA?

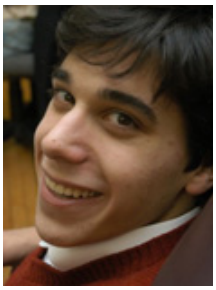
Bâtir un réseau mondial de Canadiens à l'étranger

Rapport final du Groupe de travail d'Action Canada sur l'implication des Canadiens expatriés

FÉVRIER 2011

Action Canada est le principal programme de fellowship canadien sur les politiques publiques. Les Fellows sélectionnés proviennent de tous les secteurs, dont le milieu des affaires, les sciences, le gouvernement, le milieu universitaire et les professions libérales. Le programme est conçu autour de conférences de travail tenues en divers endroits du Canada au cours desquelles les Fellows interagissent avec des chefs de file du gouvernement, de l'industrie, des médias, du milieu universitaire et des ONG. Les Fellows travaillent également en équipes sur des projets de politiques publiques qui dans le passé ont inspiré des politiques canadiennes.

Le Groupe de travail Action Canada sur l'implication des Canadiens expatriés est composé de six Fellows d'Action Canada conseillés par Antonia Maioni, directrice de l'Institut d'études canadiennes de McGill. Les recommandations contenues dans le présent rapport ont été préparées par le Groupe de travail au terme de presque une année d'étude sur le thème du Programme Action Canada pour 2010-2011 : Les transformations économiques : défis et occasions pour le Canada—Quelles politiques le Canada devrait-il mettre en œuvre pour assurer sa réussite comme nation forte?



ADAM GOLDENBERG

Natif de Vancouver où il a grandi, Adam Goldenberg est rédacteur de discours pour Michael Ignatieff depuis décembre 2008 et était coordonnateur des politiques du Parti libéral du Canada en Colombie-Britannique pendant les élections fédérales de 2008.

KYLE HILL

Physicien originaire de Yarmouth en Nouvelle-Écosse, Kyle Hill est boursier de la fondation Cecil Rhodes au Département de chirurgie de l'Université d'Oxford où il poursuit des recherches au niveau du doctorat pour permettre le diagnostic précoce des maladies pulmonaires. Kyle est également Boursier Sauvé 2010-2011 à l'université McGill, où il finit sa thèse.

PHILLIPPE OUELLETTE

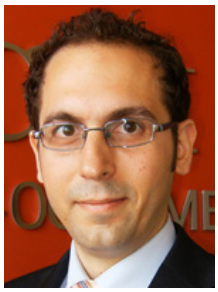
Comme directeur au Secrétariat de la croissance démographique au gouvernement du Nouveau-Brunswick à Fredericton, Phillippe Ouellette aide à élaborer des plans pour recruter et maintenir en poste un plus grand nombre de gens au Nouveau-Brunswick. Phillippe a occupé des postes de direction au sein d'organismes à but non lucratif, notamment celui de directeur national d'une organisation de défense des droits représentant plus de 300 000 personnes.

MARK PODLASLY

Membre actif de la Première Nation N'laka'pamux dans le centre-sud de la Colombie-Britannique, Mark Podlasly est cofondateur et consultant principal de PPA-Limited.com, un groupe d'experts-conseils environnementaux basé à Vancouver et est membre d'Ecotrust Canada. Il siège également aux conseils d'administration de l'Institut pour la citoyenneté canadienne et de la Walter and Duncan Gordon Foundation.

ERIN SPINK

Erin Spink travaille à la Division de l'Ontario de la Société canadienne du Cancer qui s'occupe des 65 000 bénévoles à travers la province. Elle représente aussi son association professionnelle en qualité de directrice des partenariats stratégiques.



FRANÇOIS VINCENT

François Vincent a travaillé dans le domaine des relations gouvernementales pour deux associations étudiantes au niveau universitaire. Il agit actuellement à titre d'analyste des politiques pour la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI). Il complète un diplôme d'études supérieures spécialisées en gestion de HEC Montréal.

Sommaire exécutif

Depuis quelques années, le Canada a enregistré ses plus forts déficits de la balance commerciale en trois décennies. Notre part du marché d'importation auprès des géants émergents, comme la Chine et l'Inde, n'a pas progressé au même rythme que leur croissance économique, ou que celle de nos concurrents.

Pourtant, trois millions de Canadiens vivent et travaillent à l'étranger. Un grand nombre d'entre eux sont hautement éduqués, qualifiés et connectés. Ils ont des réseaux personnels et professionnels dont pourraient profiter les entreprises canadiennes qui se cherchent une base outre-mer.

D'autres pays, dont l'Australie, le Chili et l'Écosse, ont bâti de puissants réseaux de citoyens expatriés et ceux-ci accroissent leurs possibilités d'échanges et d'investissements, bonifient leur développement des affaires et font avancer leurs intérêts. De son côté, le Canada fait peu pour impliquer sa population expatriée comme ressource économique. Le suivi officiel des Canadiens résidant hors du pays est ponctuel et les tentatives de les mobiliser sont rares.

Le Canada devrait établir un réseau mondial d'expatriés talentueux qui pourraient aider à établir des contacts et créer des occasions d'affaires pour les Canadiens ici et à l'étranger.

Ce rapport propose deux principales recommandations:

IDENTIFIER LES CANADIENS VIVANT À L'ÉTRANGER.
Nous recommandons que le gouvernement du Canada finance et publie, par le biais de Statistique Canada, une enquête à grande échelle sur les expatriés canadiens pour fournir des informations démographiques fiables sur les Canadiens qui vivent et travaillent à l'étranger.

BÂTIR UN RÉSEAU D'AFFAIRES MONDIAL DE CANADIENS.
Nous recommandons que le gouvernement du Canada finance et développe un réseau d'affaires mondial de Canadiens. Le secrétariat du réseau identifierait de 500 à 1000 Canadiens exceptionnels qui vivent et travaillent à l'étranger dans des secteurs et des marches ciblés.Il les inviterait à se joindre au réseau comme «Canadiens internationaux». Ce réseau serait accessible à toute personne au Canada.

Dans un monde interconnecté et concurrentiel à l'échelle planétaire, il est de la première importance que les Canadiens puissent être connectés entre eux. Un réseau mondial de Canadiens outre-mer pourrait changer la façon canadienne de faire des affaires dans le monde entier.

Introduction 6

LE TALENT DES CANADIENS OUTRE-MER 6
Où dans le monde se trouve le Canada? 6
Profil d'expatriés 7
Les Canadiens aux États-Unis 7
Les Canadiens dans les pays de l'OCDE 8
Les Canadiens dans les pays en dehors de l'OCDE 8
Première recommandation de politique 9

ANALYSE COMPARATIVE ET MEILLEURES PRATIQUES 10
Profil des réseaux 11

UN RÉSEAU DE CANADIENS EXPATRIÉS 12
Efforts actuels pour faire participer les expatriés 12
Proposition pour un réseau mondial de gens d'affaires canadiens 12
Deuxième recommandation de politique 12

CONCLUSION 14

Notes de fin de textes 14

Introduction

La circulation des personnes est devenue une des principales caractéristiques de la société mondialisée du 21e siècle. L'Organisation internationale pour les migrations estime qu'environ 200 millions de personnes—soit environ 3 % de la population mondiale—vivent actuellement hors de leur pays de naissance et elle prévoit que cette tendance continuera[2].

Le Canada a une longue tradition de la migration humaine. À vrai dire, notre histoire et notre avenir ont été—et sont—façonnés par l'immigration et nous avons le taux d'immigration par habitant le plus élevé au monde[3]. Mais avec un taux d'immigration aussi élevé, l'émigration est souvent négligée. Nos citoyens ne sont pas seulement diversifiés, ils sont aussi diffus; près de trois millions de Canadiens vivent et travaillent à l'étranger.

Les Canadiens outre-mer sont exceptionnellement bien éduqués, hautement qualifiés et connectés. À mesure que les marchés, les pratiques commerciales et même les chaînes d'approvisionnement individuelles se mondialisent, ces expatriés comptent parmi nos meilleures ressources, mais aussi celles les plus inexploitées. Les entreprises canadiennes ont besoin de connexions internationales et de bons conseils et les Canadiens à l'étranger occupent la position idéale pour fournir l'une et l'autre. Le présent rapport suggère un cadre permettant d'atteindre ces deux objectifs.

Le présent rapport comprend trois grandes sections. En premier lieu, nous examinons la littérature actuelle sur les Canadiens outre-mer et établissons le profil de la population expatriée. Puis, nous entreprenons une analyse comparative des autres pays qui ont des programmes en place destinés spécifiquement à leurs expatriés. Enfin, nous suggérons une plateforme qui permettra au gouvernement du Canada d'utiliser nos expatriés comme ressource économique.

Le talent des Canadiens outre-mer

OÙ DANS LE MONDE SE TROUVE LE CANADA?

Des renseignements anecdotiques suggèrent qu'un certain nombre de Canadiens parmi les plus talentueux vivent à l'étranger. Il n'est pas rare en effet d'apprendre qu'un chef de file influent travaillant à l'étranger est canadien, surtout dans le milieu des affaires. Voici quelques exemples :

- Stephen Elop, PDG de Nokia (Helsinki, Finlande)
- Dominic Barton, PDG de McKinsey and Company (Londres, Angleterre)
- Tony Burman, ancien directeur général d'Al Jazeera anglais (Doha, Qatar)
- Robert Greenhill, directeur général du Forum économique mondial (Genève, Suisse)
- Ken Courtis, ancien vice-président de Goldman Sachs Asie, président de Next Capital Partners (Hong Kong)
- Jeff Skoll, fondateur de eBay, président de la fondation Skoll et président de Participant Media (Los Angeles, É.-U.)
- Patrick Pichette, Directeur Financier de Google (San Francisco, É.U.)

Profils de deux de nos expatriés distingués—Stephen Elop et Tony Burman—sont sur la prochaine page.

Cela dit, les efforts pour cartographier la population expatriée canadienne restent minimaux. Dans une étude de 2008 sur les Canadiens à l'étranger, Statistique Canada notait que « même si l'on possède des estimations globales du nombre de Canadiens à l'étranger, on sait très peu de choses sur eux et sur leur destination ».[4] Du reste, même le chiffre de « près de trois millions d'expatriés » cité dans ce rapport n'est pas fondé du point de vue statistique; il a été compilé à l'occasion d'un recensement non officiel fait par la Fondation Asie Pacifique du Canada en 2009.[5]

L'estimation la plus robuste statistiquement du nombre de Canadiens outre-mer est celle pour les trente pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Selon une étude des cahiers de recensement de l'OCDE réalisée en 2005, au début du 21e siècle, 1,1 million de citoyens nés au Canada résidaient dans des pays de l'OCDE.[6]

L'élément le plus important d'un réseau d'expatriés canadiens sont les 'Canadiens Internationaux.' Voici deux exemples idéaux.

PROFIL DE
STEPHEN ELOP

Stephen Elop est le président et le PDG de la compagnie Nokia depuis septembre 2010. Citoyen canadien, M. Elop est le premier non-Finlandais à occuper le poste de PDG de Nokia.

Avant de débuter à Nokia, M. Elop était président de la division Affaires de Microsoft où, de 2008 à 2010, il était responsable de la ligne des produits Microsoft Office. Avant de travailler pour Microsoft, M. Elop a été directeur de l'exploitation de Juniper Networks, président des opérations extérieures mondiales d'Adobe et PDG de Macromedia jusqu'à l'achat de cette compagnie par Adobe.

M. Elop a passé la plus grande partie de sa vie professionnelle à l'extérieur du Canada—d'abord aux États-Unis avec Microsoft et Adobe et maintenant en Finlande avec Nokia. Il est spécialiste de la technologie d'Internet et est directement connecté à la majorité des chefs de file influents dans le milieu des affaires et de la technologie d'Internet. M. Elop serait un Canadien citoyen du monde idéal dans un réseau canadien de gens d'affaires.

PROFIL DE
TONY BURMAN

De 2008 à 2010, Tony Burman fut directeur général d'Al Jazeera anglais (AJE), basé à Doha au Qatar. Après avoir occupé ce poste pendant deux ans, il est rentré à Washington en 2010 et il y travaille actuellement pour AJE comme conseiller stratégique principal pour les Amériques.

En 2009, Arabian Business Magazine désignait M. Burman le deuxième non-Arabe le plus influent dans le monde arabe. Toujours en 2009, l'Association canadienne des expatriés le plaçait aussi au troisième rang des Canadiens expatriés les plus influents, derrière Michael J. Fox et Wayne Gretzky.

Le temps qu'il a passé à l'extérieur du Canada comme cadre supérieur dans les médias a connecté M. Burman avec les chefs de file du milieu des affaires dans le monde entier, plus particulièrement au Moyen-Orient. M. Burman serait un Canadien citoyen du monde idéal dans un réseau canadien de gens d'affaires.

LES CANADIENS AUX ÉTATS-UNIS

Environ 900 000 (plus de 80 %) des émigrants nés au Canada dans les pays de l'OCDE vivent aux États-Unis. Cette population considérable d'expatriés inclut notamment des leaders d'affaires chevronnés tels Patrick Pichette, directeur financier de Google, et Jeff Skoll, fondateur d'eBay. En l'an 2000, plus de 50 % des natifs du Canada qui résidaient aux États-Unis y vivaient depuis plus de 20 ans; un autre 30 % d'entre eux y étaient établis depuis 10 ans.

Dans *The Brain Drain Myth and Reality*, l'économiste Ross Finnie souligne que les Canadiens qui vivent aux États-Unis semblent être parmi les plus talentueux—du moins selon la mesure du niveau de revenu.

> "Le pays semble en effet perdre une part importante de ses élites professionnelles, du moins si l'on en juge par le niveau de revenu; en effet, 0,89 % de ces contribuables avaient gagné 150 000 $ ou plus au cours de l'année précédant leur départ du Canada; cela fait contraste avec le taux de départ de 0,12 % pour l'ensemble des contribuables (graphique 7). Les taux d'émigration de ceux gagnant de 75 000 $ à 99 000 $ et de 100 000 $ à 149 000 $ dépassaient aussi considérablement la moyenne."[7] [TRADUCTION]

Le niveau d'éducation des Canadiens ayant émigré aux États-Unis était aussi beaucoup plus élevé que celui des Canadiens restés au pays. Plus de la moitié des natifs du Canada résidant aux États-Unis âgés de 25 ans et plus détenaient un diplôme universitaire de niveau du baccalauréat ou plus; par comparaison, au Canada à peine plus d'un cinquième des Canadiens du même groupe d'âge avaient le même niveau d'éducation. Cette donnée est particulièrement pertinente aux niveaux doctoral et professionel—les Canadiens habitant aux États-Unis ont sept fois plus de chances d'avoir un doctorat ou une certification professionnelle que les Canadiens vivant au pays.

Ces données illustrent bien la nature sélective de l'émigration du Canada. Il est clair qu'une partie du talent canadien le plus éduqué émigrent vers des pays comme les États-Unis.

LES CANADIENS DANS LES PAYS DE L'OCDE

Plusieurs autres pays de l'OCDE recensaient aussi un nombre important de résidents nés au Canada. La destination la plus courue était le Royaume-Uni, où on estimait que 72 000 Canadiens résidaient en l'an 2000. Ils étaient beaucoup moins nombreux en Australie—environ 27 000—mais la majorité (60 %) y était depuis plus de dix ans. La France et la Grèce étaient les seuls autres pays de l'OCDE qui comptaient plus de 10 000 natifs du Canada dans le pays. Le sommaire de ces chiffres apparaît au Tableau 1.

LES CANADIENS DANS LES PAYS EN DEHORS DE L'OCDE

À l'extérieur des pays de l'OCDE, un grand nombre de Canadiens vivent à Hong Kong. Le consulat général du Canada à Hong Kong estime que 220 000 Canadiens y ont élu domicile. Près de 85 % des Canadiens à Hong Kong sont nés au Canada, un pourcentage qui dépasse celui de la population canadienne elle-même (80,2 %).

À part pour Hong Kong, cependant, les données pour les pays non membres de l'OCDE sont clairsemées. À l'instar d'autres organisations, la Fondation Asie Pacifique du Canada a fait des recensements informels dans certaines régions, mais les données sont incomplètes.

L'absence évidente de données robustes sur les expatriés canadiens conduit à notre première recommandation:

PREMIÈRE RECOMMANDATION: **UN PROJET DE RECHERCHE APPROFONDI EN MATIÈRE DE POPULATION SUR LES EXPATRIÉS CANADIENS.**

Nous croyons qu'il est nécessaire d'améliorer les données et la recherche sur la population d'expatriés canadiens. Un grand nombre d'auteurs et de spécialistes dans le domaine de la mobilité du talent ont noté qu'il existe au Canada des lacunes au niveau de la recherche et de la compréhension des Canadiens vivant à l'étranger; or ces lacunes limitent fondamentalement la capacité du Canada de discuter comment il pourrait utiliser ses expatriés comme ressource économique.

Le but des cette recherche est de comprendre plus précisément ce que font les Canadiens qui vivent à l'étranger et les liens sociaux et économiques qu'ils conservent avec le Canada. Cette information devrait être utilisée pour améliorer l'implication des expatriés et établir des liens importants avec l'industrie et les entrepreneurs canadiens.

Dans l'état actuel des choses, le Canada n'a pas de données fiables sur lesquelles fonder ses initiatives d'impliquer ses expatriés; or, à l'avenir, cela pourrait restreindre sa capacité de maintenir efficacement un réseau commercial mondial.

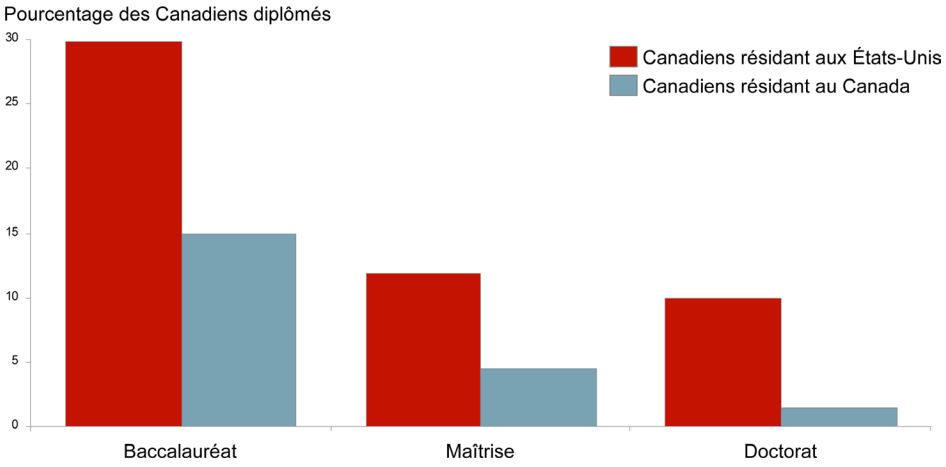
Pays	Expatriés canadiens
États-Unis	950,000
Hong Kong	220,000
Royaume-Uni	72,500
Australie	27,000
France	20,000
Grèce	12,500
Les Pays-Bas	7,500
Nouvelle-Zélande	7,000
... et plusieurs autres	
Total	**~2.8 million**

FIGURE 1 La majorité des ~2.8 millions d'expatriés canadiens vivent aux États-Unis, mais il y a tout de même une population considérable de Canadiens dans d'autres pays. Malheureusement, même les données approximatives disponibles sont largement limitées aux pays de l'OCDE.

SOURCE Statistique Canada, La Fondation Asie Pacifique du Canada

FIGURE 2 Les Canadiens partis aux États-Unis prennent leurs diplômes avec eux. Plus de 50% des Canadiens habitant les États-Unis ont des diplômes universitaires, comparativement à juste au-delà de 20% des Canadiens au Canada.

SOURCE Statistique Canada



Analyse comparative et meilleures pratiques

En 2001, Scottish Enterprise, l'agence de développement économique du gouvernement écossais, investissait 300 000£ dans une nouvelle organisation du gouvernement appelée GlobalScot. Cette organisation est devenue le réseau d'affaires mondial de l'Écosse et est largement considérée comme un modèle pour faire participer les expatriés.

L'idée a d'abord germé en Écosse et s'est ensuite répandue dans plusieurs autres pays, avec pour résultat que des réseaux dynamiques d'expatriés ont fait leur apparition, entre autres en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Mexique, au Chili, à Singapour et en Inde. Tous ces réseaux ont des caractéristiques locales—par exemple le réseau néo-zélandais est petit et sur invitation seulement, tandis que le réseau australien compte 20 000 membres et croît rapidement—mais l'un des aspects importants de ces réseaux est leur utilisation des expatriés comme ressource économique.

Étant donnée la prévalence des réseaux d'expatriés dans d'autres pays, plusieurs pratiques exemplaires se sont dégagées. Ainsi, selon le rapport d'un centre d'études et de recherches australien, les réseaux d'expatriés les plus fructueux et efficaces comprennent les quatre caractéristiques suivantes[8]:

SEGMENTÉS

Toute organisation devrait équilibrer la segmentation verticale (définie par secteur, par industrie ou par sujet) et la segmentation horizontale (définie par l'ancienneté et l'expérience des participants).

MUTUELLEMENT AVANTAGEUX

Les bénéficiaires du réseau ne doivent pas être limités au marché intérieur. Les expatriés resteront impliqués dans le réseau si l'expérience est véritablement profitable.

VIRTUELS ET PHYSIQUES

Bien que tous les réseaux d'expatriés talentueux aient une présence dynamique en ligne, en règle générale les réseaux les plus fructueux ont aussi des programmes qui offrent un lieu de rencontre physique pour les participants.

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ (PPP)

Les réseaux qui marchent le mieux ne sont pas nécessairement ceux qui sont financés ou gérés uniquement par le gouvernement ou le secteur privé; ils impliquent plutôt un partenariat public-privé.

On a tenu compte de ces pratiques exemplaires dans la deuxième recommandation de politique.

FIGURE 3
Plusieurs autres pays ont construit des réseaux d'affaires pour leurs expatriés. Cependant, malgré le grand nombre d'expatriés canadiens, nous ne profitons pas de ces ressources humaines à l'étranger

PROFIL DE
GLOBALSCOT

Créé en 2001 comme réseau interentreprises, GlobalScot cherche à développer et à élargir la présence de l'Écosse dans le monde des affaires à l'échelle planétaire en établissant un réseau mondial d'Écossais influents et bien connectés. En date de 2011, plus de 1000 GlobalScots donnent généreusement de leur temps et de leur expertise pour négocier des accords, lever des fonds et établir des contacts. Le réseau est accessible sans aucun frais à toutes les entreprises écossaises.

Le secrétariat du réseau GlobalScot est situé à Glasgow et son financement est assuré par Scottish Enterprise, un organisme public non ministériel. À cause du caractère personnel—non corporatif- du réseau, les effectifs sont réduits—seulement 10 employés au siège—et un budget annuel fort modeste de 300 000£.

Un cabinet indépendant d'experts-conseils chargé d'évaluer les retombées économiques de GlobalScot a pu démontrer que le réseau avait contribué une valeur ajoutée brute de plus de 28 millions de livres à l'économie écossaise entre 2004 et 2006. De toute évidence, tous les ans, les GlobalScots facilitent des opérations commerciales dont la valeur dépasse largement le budget du réseau.

Avec l'apport annuel de conférences et d'évènements de réseautage, un canal YouTube qui présente des vidéos 'Meet the GlobalScot' et une liste de membres qui ne cesse de s'allonger, la contribution du réseau GlobalScot à l'augmentation des affaires et au développement des échanges commerciaux de l'Écosse est devenue essentielle.

PROFIL DE
C100

C100 rassemble un groupe de Canadiens talentueux qui vivent à l'étranger et qui travaillent à « conseiller et faire croître une génération nouvelle d'entreprises prospères spécialisées dans la technologie et dirigées par des Canadiens. »[10] Quoique l'organisation soit largement financée par des commanditaires privés, le gouvernement du Canada a aussi joué un rôle important dans sa réussite. Soit par des conseils sur la promotion ou le capital de risque, ou encore par l'identification de chefs de file prometteurs dans l'industrie, le C100 continue d'offrir aux entrepreneurs canadiens le savoir et l'orientation qui leur permettent de mieux réussir.

En réseau de Canadiens expatriés

EFFORTS ACTUELS POUR FAIRE PARTICIPER LES EXPATRIÉS

Tout Canadien qui a vécu à l'étranger sait combien nous avons pris du retard quant à la communication avec nos expatriés. Les réseaux actuels sont officieux et ne servent le plus souvent qu'à des fins sociales ou en cas d'urgences. Le gouvernement du Canada et, plus particulièrement, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, insiste beaucoup sur l'importance diplomatique et commerciale de ces mêmes marchés étrangers où vivent et travaillent tous les jours les expatriés canadiens. Pourtant, les efforts actuels du Canada pour faire participer ses expatriés restent fragmentaires, sans stratégie ou coordination centralisées.

La majorité des efforts du Canada dans ce domaine portent sur l'établissement de réseaux sociaux plutôt que de réseaux d'affaires. Cela dit, il existe déjà quelques réseaux naissants de gens d'affaires canadiens vivant à l'étranger. Un bon exemple en est le groupe à concentration régionale C100, un organisme sans but lucratif qui existe pour appuyer l'entrepreneuriat et les investissements canadiens dans le domaine technologique à Silicon Valley.[9] Ce réseau est détaillé à la page 11. Nous pouvons tirer des leçons de ces efforts en cours; toutefois, un réseau mondial complet qui puisse utiliser les expatriés canadiens comme ressource économique n'existe pas à l'heure actuelle.

PROPOSITION POUR UN RÉSEAU MONDIAL DE GENS D'AFFAIRES CANADIENS

Étant donné le grand nombre de Canadiens influents qui vivent à l'étranger et le succès des réseaux de gens d'affaires expatriés dans d'autres pays, nous croyons que le Canada devrait bâtir un réseau mondial de gens d'affaires canadiens. Ce réseau présenterait trois avantages principaux :

Il tirerait profit d'une ressource nationale cachée—les talents de près de trois millions de Canadiens qui vivent travaillent à l'étranger; Il connecterait les entreprises canadiennes à un réseau mondial de Canadiens qui veulent resserrer leurs liens avec le Canada, tout en renforçant l'économie canadienne; Il ajouterait une nouvelle dimension à la fois citoyenne et internationale au Plan d'action économique du gouvernement du Canada, notamment ses objectifs de (a) créer l'économie de demain; et (b) appuyer les industries et les collectivités.[10] Le réseau proposé serait centré sur trois grands groupes de participants :

LES «CANADIENS INTERNATIONAUX».

Le réseau identifierait de 500 à 1000 Canadiens exceptionnels qui vivent et travaillent à l'étranger, puis il les inviterait à se joindre au réseau comme «Canadiens internationaux», c'est-à-dire comme ambassadeurs bénévoles et représentants commerciaux du Canada dans des marchés et des secteurs ciblés à travers le monde. Ces «Canadiens internationaux» du monde seraient ensuite connectés aux utilisateurs du réseau canadien, dont la plupart seraient des propriétaires d'entreprises domestiques.

LES UTILISATEURS CANADIENS DU RÉSEAU

Le réseau serait une ressource importante pour les entreprises et les gouvernements canadiens qui travaillent au développement de leur présence outre-mer. Les «Canadiens internationaux» seraient bien placés pour faire des connexions, créer des occasions d'affaires et conseiller les entreprises et les gouvernements là où leurs intérêts s'harmonisent.

LE SECRÉTARIAT DU RÉSEAU

Au centre des opérations du réseau, on trouverait une équipe professionnelle d'employés se consacrant au réseau. Le secrétariat mènerait les efforts pour identifier et recruter les Canadiens citoyens du monde, pour ensuite les connecter aux utilisateurs canadiens du réseau. Enfin, il s'occuperait des activités courantes et de la stratégie à long terme. Afin de créer une stratégie visant les expatriés qui soit plus large et mieux coordonnée, nous recommandons ce qui suit :

DEUXIÈME RECOMMANDATION: **BÂTIR UN RÉSEAU MONDIAL DE GENS D'AFFAIRES CANADIENS**

Nous recommandons que le gouvernement du Canada développe et finance, en partenariat public-privé (PPP), un réseau mondial de gens d'affaires canadiens dont les grandes lignes ont été ébauchées ci-dessus. Le Canada devrait mettre en œuvre les pratiques exemplaires internationales qui sont à la base de réseaux d'affaires hautement efficaces et appuyer un organisme reposant sur un PPP.[13] Nous croyons que le réseau devrait viser à impliquer de 500 à 1000 Canadiens expatriés qui ont des racines profondes dans l'économie mondiale. Nous croyons que le réseau devrait d'abord cibler les PDG canadiens et les entrepreneurs à haute performance vivant à l'étranger; cette cible démographique particulière est une donnée constante dans tous les réseaux d'affaires mondiaux. Si le programme devait atteindre ses objectifs avec les premiers 500 à 1000 participants, nous recommanderions que le réseau s'élargisse pour inclure une base plus large d'expatriés et que de nouveaux programmes soient ajoutés. De plus, nous croyons qu'il devrait être relativement facile d'identifier le premier noyau de 500 à 1000 expatriés canadiens, puisque les ambassades devraient être au courant de ces informations.

« Autrefois le pouvoir s'organisait en hiérarchies, alors qu'aujourd'hui dans le monde numérisé, le pouvoir tourne autour des réseaux. Autrefois le but était de se hisser au sommet de la pyramide, mais aujourd'hui, de plus en plus, on veut atteindre le cœur du réseau. Il se peut qu'un pays comme le Canada n'ait pas la capacité de grimper jusqu'à l'échelon supérieur, mais il peut très certainement établir les connexions qu'il lui faut pour se positionner au coeur de l'action.

Il n'y a pas de limites aux connexions que le Canada peut avoir; plus notre réseau sera ciblé, plus grandes seront nos chances d'être au bon endroit au bon moment, que cela soit avec un autre pays, une fondation, une compagnie, une ONG ou une communauté de la diaspora. »

LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CANADA
UN CANADA OUVERT : STRATÉGIE DE POSITIONNEMENT MONDIAL À L'ÈRE DES RÉSEAUX

« En estimant ces expatriés à leur juste valeur et en leur donnant les moyens de jouer un rôle important et de contribuer au Canada, on permet à ceux-ci de devenir des outils supplémentaires importants pour appuyer et renforcer le travail des gouvernements et d'autres organisations qui travaillent à la réalisation des aspirations du Canada au 21e siècle…

On ne peut continuer de considérer comme Canadiens uniquement ceux qui vivent sur le territoire situé au nord du 49e parallèle; en fait, il nous faut désormais inclure un réseau potentiel de gens à travers le monde entier. »

ALISON LOAT [TRADUCTION]
LE CANADA SE TROUVE LÀ OÙ ON TROUVE DES CANADIENS : L'EXPATRIÉ CANADIEN EST UN ÉLÉMENT DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE[12]

Conclusion

Le Canada ne pourra réaliser pleinement son potentiel que s'il invite tous ses citoyens à contribuer à la construction de leur pays, y compris ceux qui vivent à l'étranger.

Nous devons reconnaître que nos citoyens participent activement à l'économie mondiale et que la tendance pour les citoyens du monde de vivre et de travailler en divers lieux de la planète s'accroît. Aussi l'objectif n'est-il pas seulement d'inciter les expatriés à revenir travailler dans leur pays d'origine, mais aussi de bâtir des réseaux efficaces et significatifs avec ceux qui veulent collaborer outre-mer.

Le Canada est extrêmement choyé d'avoir près de trois millions de ses citoyens qui travaillent à l'étranger, plusieurs d'entre eux y ayant établi des réputations, des entreprises et, ce qui est encore plus important, des connexions. Nous croyons que le Canada continuera d'être reconnu internationalement pour ses résultats économiques et que l'avenir de ces résultats dépend de notre aptitude à identifier de nouvelles occasions de création de richesses.

Or la prochaine grande occasion du Canada se trouve au sein même de sa population. Un réseau canadien mondial d'affaires pourra enfin connecter notre économie à la ressource la plus inexploitée du pays—les Canadiens hautement talentueux qui vivent à l'étranger et qui sont branchés sur l'économie mondiale.

Notes de fin de textes

1 Organisation internationale pour les migrations. État de la migration dans le monde 2010—L'avenir des migrations : Renforcer les capacités face aux changements, novembre 2010.

2 Bibliothèque du Parlement. Programme d'immigration du Canada, octobre 2004.

3 Michalowski, Margaret et Kelly Tran. « Les Canadiens à l'étranger », Statistique Canada, novembre 2008.

4 Devoretz, Don. « Canada's Secret Province: 2.8 Million Canadians Abroad », Fondation Asie Pacifique du Canada, octobre 2009. Disponible à <http://www.asiapacific.ca/sites/default/files/filefield/PP_09_5_DD_estimate_0.pdf>.

5 Dumont, J.C. et G. Lemaitre. « Comptabilisation des émigrés et des expatriés dans les pays de l'OCDE : une nouvelle perspective », Social, Employment and Migration Statistics Working Papers No. 25, 2005, OCDE, Paris.

6 Finnie, Ross. The Brain Drain Myth and Reality, p. 9.

7 Flutter, Chloe et Michael Fullilove. « Diaspora: the world wide web of Australians », Lowy Institute for International Policy, 2004. Disponible à : <http://www.lowyinstitute.org/Publication.asp?pid=182>.

8 Voir http://www.thec100.org/

9 Voir http://www.actionplan.gc.ca/fra/index.asp

10 Voir http://www.thec100.org/

11 Loat, Alison, « Canada is where Canadians are: The Canadian Expatriate as an Element of International Policy », presentation to Priorities and Planning Secretariat, Privy Council Office, Government of Canada, April 2008, 12.

12 Conversation avec Yevgeny Kuznetsov, économiste principal, Innovation et croissance, Banque mondiale, novembre 2010.

OÙ DANS LE MONDE SE TROUVE LE CANADA?

Bâtir un réseau mondial de Canadiens à l'étranger

Rapport final du Groupe de travail d'Action Canada sur l'implication des Canadiens expatriés

FÉVRIER 2011